
Le *Corpus de documents comptables médiévaux* (C.D.C.M.) : genèse, caractéristiques et intérêt

*The Corpus de documents comptables médiévaux (C.D.C.M.). Genesis,
characteristics and interest*

Aude Wirth



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/1138>

DOI : 10.4000/praxematique.1138

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 161-174

ISBN : 978-2-36781-012-6

ISSN : 0765-4944

Référence électronique

Aude Wirth, « Le *Corpus de documents comptables médiévaux* (C.D.C.M.) : genèse, caractéristiques et intérêt », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 54-55 | 2010, document 9, mis en ligne le 01 janvier 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/1138> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.1138>

Tous droits réservés

Aude Wirth

Centre de recherche Valibel, université catholique de Louvain

Le Corpus de documents comptables médiévaux (C.D.C.M.) : genèse, caractéristiques et intérêt

Introduction

L'intérêt des documents d'archives pour la connaissance de la langue médiévale est indéniable ; pourtant, les spécialistes de l'ancien et du moyen français se sont longtemps intéressés presque exclusivement aux textes littéraires. C'est sans doute parce qu'il n'était ni linguiste, ni lexicographe de formation que Frédéric Godefroy, avec l'aide de ses collaborateurs, a dépouillé de nombreux documents d'archives durant la préparation du *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes* du IX^e au XV^e siècle et de son *Complément*, parus respectivement entre 1881 et 1895 et entre 1895 et 1902, au point que « c'est le dépouillement de nombreux documents d'archives qui constitue la principale originalité du travail de Godefroy, à laquelle même ses contemporains les plus réticents ont rendu justice » (Veyseyre, 2003, p. 79). Pour l'ensemble de l'œuvre, D. Trotter évalue à 40 000 le nombre de citations tirées de documents d'archives (2003, p. 177). Parmi ceux-ci, un grand nombre de comptes dont Godefroy avait bien saisi la richesse lexicale.

On pourrait donc légitimement penser que les documents comptables, ainsi mis en valeur, allaient, à partir de cette date, trouver une place de choix dans les travaux des linguistes et que, de nos jours, ils seraient l'objet d'éditions de qualité et intégrés dans les corpus de français médiéval. En réalité, il n'en est rien : très peu de linguistes se sont attelés à l'édition ou à l'étude des sources de ce type ; quelques rares éditions figurent bien dans certaines bases, mais, anciennes, partielles ou réalisées dans des buts autres que linguistiques, elles suscitent des réserves à plus d'un titre (Wirth-Jaillard, à paraître a).

Il y a donc là un vaste champ de recherche qui s'offre au linguiste et où il reste énormément à faire, tant dans l'édition de ces sources et leur traitement informatique que dans leur analyse. C'est pour cette raison que nous travaillons actuellement à l'édition électronique de plusieurs documents comptables de la Lorraine romane datant de la fin du XIII^e siècle jusqu'au XV^e (les limites géographiques et chronologiques seront par la suite élargies) et à la constitution d'un corpus en ligne, le *Corpus de documents comptables médiévaux* (C.D.C.M.).

Après une présentation de ce type de sources, de leurs caractéristiques, de leur intérêt mais aussi de leurs limites, nous exposerons de façon plus détaillée les objectifs du C.D.C.M., puis nous discuterons les principes et les paramètres de son élaboration.

I. Caractéristiques, intérêt et limites des documents comptables médiévaux

I.1. Les documents comptables : présentation

Datés et localisés avec précision, conservés dans leur très grande majorité sous forme d'originaux, ces textes de la pratique comprennent les recettes et les dépenses d'une entité administrative qui peut être une seigneurie, une prévôté, une ville, une abbaye, etc. pour une durée d'exercice qui peut être variable, de quelques mois à plusieurs années. Leur longueur va de quelques feuillets à plusieurs centaines de pages. En France, certains sont rédigés en occitan, d'autres en latin, mais la plupart le sont en français. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, ce ne sont pas des séries de chiffres, mais des sources rédigées dans lesquelles les dépenses et les recettes ne sont pas seulement reportées, mais justifiées. Abondants pour toutes les régions de France, ces comptes couvrent une large période chronologique allant, pour la Lorraine romane, du XIII^e au XVIII^e siècle, et forment des séries ; pour une même entité administrative ont ainsi parfois été conservés plusieurs dizaines de documents de même nature sur plusieurs siècles ; comme beaucoup se caractérisent également par une présentation ressemblante d'une région à l'autre, des comparaisons sont possibles.

1.2. Des sources étudiées surtout par les historiens

Ces caractéristiques n'ont pas manqué de susciter l'intérêt des historiens, qui ont étudié ces sources dans un premier temps sous les angles économiques et sociaux (comme Rauzier, 2009). Quelques travaux ont également porté sur leurs aspects judiciaires ; ainsi F. Loetz (1998) exploite-t-elle les registres des amendes encaissées par les responsables de la ville de Zurich ou des baillis à partir du *xvi^e* siècle pour ses travaux sur le blasphème. Une nouvelle orientation historiographique est cependant apparue récemment, qui s'interroge sur les aspects matériels et sur l'organisation de l'information transmise par les documents administratifs ; elle est à l'origine du groupe de recherche international « Comptables et comptabilités de la fin du Moyen Âge » constitué autour de P. Beck (université Lille 3) et O. Mattéoni (université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), et du groupe qui s'est formé autour de C. Guilleré (université de Savoie), A. Jamme (CIHAM, Lyon) et T. Pécout (université de Provence Aix-Marseille 1), et qui, en 2010, a obtenu pour quatre ans le soutien de l'A.N.R. pour son projet GEMMA « Genèse médiévale d'une méthode administrative. Formes et pratiques des comptabilités princières (Savoie, Dauphiné, Provence, Venaissin) entre le *xiii^e* et le *xvi^e* siècle ».

Du côté des linguistes, en revanche, les études sont rares ; tout juste peut-on citer les travaux de M. Monsaingeon sur l'anthroponymie des comptes bourguignons (1999, 2001, 2009, 2010), d'A. Lodge, éditions (1985, 2006, 2010), dont une partie est en ligne (<http://elec.enc.sorbonne.fr/montferrand/> ; sur cette édition, cf. Wirth-Jaillard, à paraître a), et études (1981, 1997, 2009) des comptes des consuls de Montferrand (Auvergne), rédigés en occitan, et les nôtres (Wirth-Jaillard, à paraître a, b, c et d entre autres) sur les comptes lorrains.

1.3. Aperçu de leur intérêt pour les linguistes

Pourtant, les caractéristiques des documents comptables les rendent particulièrement intéressants pour les linguistes : contrairement à de nombreux textes littéraires, ils sont datés et localisés avec précision ; les observations et analyses que l'on peut en tirer sont donc fines sur ces deux plans, et le chercheur n'est pas contraint de les inférer du reste du texte avec les difficultés et les risques d'erreur que l'on connaît. Des réserves pourraient toutefois être émises sur le second point : les

rédacteurs étaient-ils réellement enracinés dans la région ? La langue de ces textes est-elle donc bien celle de l'entité administrative pour laquelle ceux-ci officiaient ? Si le doute est possible pour des entités importantes, couvrant une vaste aire géographique, il ne se justifie en revanche guère pour les plus petites, comme les recettes ou prévôtés de Lorraine : les noms des officiers en question témoignent de leur origine locale.

Ce sont également des documents originaux. La question de la fidélité du texte ne se pose pas : il n'y a pas de tradition manuscrite à établir et pas d'influence postérieure à la rédaction, si ce n'est, parfois, le travail de contrôle de la chambre des comptes ; encore les annotations et commentaires qui lui sont dus se distinguent-ils aisément du texte de l'auteur. En outre, même si ces sources étaient pour certaines rédigées en deux exemplaires, seul l'un d'entre eux, le plus souvent, nous est parvenu ; l'éditeur n'a donc pas à collationner de variantes, ce qui facilite d'autant l'édition. Le texte des documents comptables est également assez long, bien plus que les autres documents de la pratique généralement étudiés par les linguistes, les chartes ; ils contiennent donc davantage de matière pour des recherches lexicales, syntaxiques, morphologiques et grapho-phonétiques. En outre, comme il n'est pas rare d'avoir conservé, pour une même entité, des comptes de même type sur plusieurs dizaines d'années voire sur plusieurs siècles, ces études peuvent être effectuées pour toute cette période ; de plus, les mêmes rubriques se retrouvent souvent d'une année sur l'autre, avec souvent un contenu comparable ; les variantes que l'on peut y observer, qu'elles soient grapho-phonétiques, synonymiques ou syntaxiques, peuvent par exemple permettre de lever une ambiguïté sur un lexème, un anthroponyme, un toponyme ou une construction et faciliter leur identification et leur compréhension.

D'autres aspects encore intéresseront le linguiste : les noms de personnes isolés et les listes de contribuables, plus ou moins longues, que l'on peut trouver sur plusieurs dizaines d'années, permettent d'étudier l'anthroponymie ; la ponctuation constitue un autre thème de recherche porteur : des analyses de ce type pourront être comparées avec celles déjà menées sur les textes littéraires médiévaux. Enfin, une autre composante ouvre de nouvelles perspectives, ce sont les amendes qui figurent dans les recettes de certaines entités, notamment les prévôtés. Dans les comptes qui ne sont pas exclusivement judiciaires, ces

amendes ont été relativement peu étudiées par les historiens, et pas du tout par les linguistes, alors qu'elles présentent un intérêt indéniable, pour les uns comme pour les autres, car elles donnent accès à la fois à la justice quotidienne et aux rapports sociaux conflictuels, mais également à l'oral médiéval « vrai », non construit comme celui que l'on rencontre dans les textes littéraires. Une partie des paroles ayant causé ces amendes étant retranscrites, on trouve donc les injures, accusations et expressions diverses sanctionnées (cf. Wirth-Jaillard, à paraître c).

Certes, les séries de comptes complètes sont rares ; la plupart du temps, certains registres n'ont pas été conservés ; certaines zones en sont totalement dépourvues (limite commune à tous les documents d'archives). Ces sources comptables se révèlent également parfois répétitives, avec des thématiques, dans le lexique, liées aux domaines concrets : nourriture, construction, topographie, métiers divers ; le vocabulaire abstrait en est absent. Malgré ces quelques points, les documents comptables constituent des sources remarquablement intéressantes pour le chercheur ; c'est cette variété et cette richesse que nous souhaitons mettre en valeur grâce à la constitution du C.D.C.M.

2. Objectifs et intérêt du C.D.C.M.

La constitution d'un corpus de documents comptables médiévaux peut intéresser les linguistes, mais également d'autres spécialistes du Moyen-Âge.

2.1. Intérêt du C.D.C.M. pour les études linguistiques

Trop souvent insuffisantes pour se prêter à des analyses linguistiques (Wirth-Jaillard, à paraître a), les éditions de comptes disponibles ne peuvent être intégrées telles quelles à une base. Le travail d'édition à réaliser est donc considérable, mais il constituera une avancée importante, sur le plan de la variété et de la richesse des textes, par rapport aux corpus déjà élaborés. Les angles d'approche, on l'a vu, sont multiples, l'analyse de corpus permettant de distinguer ce qui est propre à un scribe de tendances plus générales ; la ponctuation, la morphologie, la scripta ou encore le lexique (antédations, précision ou extension du sens, extension de l'aire de diffusion) peuvent ainsi faire l'objet d'analyses. Mais c'est probablement au niveau de l'étude syntaxique

que se trouve l'un des intérêts majeurs des corpus, car c'est bien le traitement automatique d'un grand nombre de textes représentatifs, et non l'examen de documents isolés, qui nous permettra de saisir réellement le degré de figement des documents comptables. Ceux-ci présentent en effet des structures ou des formulations que l'on retrouve d'un document à l'autre pour une même série ou pour plusieurs, ou qui se caractérisent par des variations plus ou moins grandes de l'un à l'autre, introduisant des éléments qui, eux, varient en fonction des circonstances, comme le paragraphe introducteur des documents, les dépenses et leurs justifications, etc. Ces textes sont donc la juxtaposition de formules plus ou moins figées et répétitives et d'éléments variant en fonction de la réalité décrite (Wirth-Jaillard, à paraître d). Sur ce plan, on est donc légitimement amené à se demander dans quelle mesure ces documents sont représentatifs de la langue médiévale ; définir ce figement sera l'un des objectifs du traitement informatique de ce corpus et d'autres en parallèle, constitués de textes de natures différentes. Ce traitement, dont les modalités restent à établir précisément, devra permettre d'évaluer ce figement à la fois pour la syntaxe, la graphie et la morphologie et permettre d'aller au-delà du constat, fait ponctuellement pour les listes de noms de personnes, que certains passages semblent copiés sur ceux de l'année précédente.

Grâce à cette étude d'éléments linguistiques, ce sont des analyses de nature historique qui pourront être menées car, à travers ce figement, c'est la tradition de rédaction des documents comptables, encore mal connue, qui apparaîtra, avec sans doute des nuances ou des différences en fonction des entités administratives et de leur appartenance. Les liens administratifs entre les uns et les autres, des courants d'influence pourront ainsi être établis. L'intérêt de ce corpus ne sera donc pas que linguistique.

Plus largement, la constitution du C.D.C.M. a un autre objectif, celui de familiariser les linguistes avec des sources médiévales autres que littéraires, en leur montrant qu'elles sont aussi intéressantes et accessibles, voire davantage, et qu'elles ne se limitent pas aux chartes ; on espère leur donner l'envie d'étudier les documents de la pratique et enrichir leur vision de l'écrit médiéval et, de façon plus globale, du Moyen Âge.

2.2. Un corpus interdisciplinaire

C'est bien à une approche qui ne se limite pas aux aspects ou à l'analyse linguistiques à laquelle nous invitent les documents comptables. L'informatique, on l'a vu, jouera un rôle essentiel dans leur exploitation, mais l'histoire aussi y occupera une grande place.

Le constat a déjà été fait : ces documents ont, jusqu'à présent, été principalement étudiés par les historiens ; ces derniers ne peuvent donc qu'être intéressés par ce projet. Il nous paraît donc essentiel de prendre également en considération les éléments susceptibles d'être exploités par eux dans la constitution du C.D.C.M. en offrant un corpus commun aux différents spécialistes du Moyen Âge : linguistes, spécialistes d'histoire économique et sociale, de la gestion ou du droit (à travers les amendes notamment), mais aussi archéologues, à travers les aspects codicologiques ou les informations leur fournissant de la matière pour leurs recherches, comme les dépenses effectuées pour la réfection de l'enceinte d'un château qui peuvent préciser la nature des travaux, leur date et leur durée, les corps de métiers représentés, la nature des matériaux, leur quantité et leur coût, etc.

En offrant un corpus commun, on espère sensibiliser les linguistes aux aspects autres que linguistiques ; l'objectif est aussi de familiariser les historiens médiévistes avec les corpus, qu'ils intègrent encore peu dans leurs travaux, et de leur montrer l'intérêt des aspects linguistiques qu'ils n'auraient peut-être pas saisi dans un premier temps. Par un rapprochement des uns et des autres, on peut escompter, à terme, voir des recherches menées par des équipes pluridisciplinaires, les différents spécialistes ayant beaucoup à apporter les uns aux autres.

Certes, vouloir proposer un corpus interdisciplinaire suppose d'être sensibilisé aux intérêts et aux problématiques développés dans ces autres disciplines ; comme nous travaillons depuis plusieurs années déjà avec des spécialistes de celles-ci, établir des partenariats solides, dynamiques et actifs pour l'élaboration du C.D.C.M. ne devrait pas poser de difficultés.

3. Principes et paramètres de l'élaboration du C.D.C.M.

Si les modalités du traitement informatique restent encore à établir, les caractéristiques qui devront être celles du C.D.C.M. et les

possibilités qu'il devra offrir soit sont définies, soit ont déjà fait l'objet de réflexions.

3.1. Modalités de sélection des documents

Les archives départementales de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse conservant à elles seules plusieurs milliers de documents comptables, une sélection est nécessaire. La lisibilité de l'écriture et surtout l'état de conservation constitueront les deux premiers critères ; l'encre de certains registres a en effet été partiellement effacée à cause de problèmes d'humidité dans leur conservation ; d'autres ont servi de repas à des vers ou à des rongeurs. Ces documents seront donc écartés. Parmi les autres, le choix se fera avec des objectifs à la fois de diversité et de représentativité, conformément aux grands principes qui guident la constitution des corpus ; différents points seront combinés. Pour chacun d'eux, il faudra, idéalement, que les comptes édités soient en nombre suffisant ; le risque est grand en effet qu'un nombre réduit ne donne une vision parcellaire de ce type de sources aux utilisateurs du C.D.C.M., que ces derniers n'en soient pas conscients et qu'ils intègrent qu'il s'agit là de types canoniques alors qu'ils ne constituent qu'un échantillon très réduit. Les documents choisis devront donc être suffisamment nombreux et représentatifs selon plusieurs critères : le critère géolinguistique, afin que différentes aires linguistiques soient couvertes ; peut-être pourra-t-on ainsi observer une éventuelle influence des dialectes sur le français des documents. La nature du compte est elle aussi importante : afin de définir les différences et les similitudes, signes d'influences ou de tradition, des comptes de prévôts, de receveurs, d'abbayes, de villes, etc. devront être intégrés. La date est également un point à prendre en considération : les documents les plus anciens peuvent paraître les plus intéressants, mais ce ne sont pas les plus nombreux ni les plus denses ; dans les comptes plus récents, les scribes ont tendance à être plus prolixes, la syntaxe se développe, les phrases sont plus longues. On saisit immédiatement l'avantage pour les linguistes comme pour les historiens. Enfin, l'identité de l'auteur du document ne devra pas être négligée : mettre en parallèle les comptes réalisés par une même personne pour des entités différentes en les comparant aux comptes de ces mêmes entités rédigés par d'autres consti-

tuerait une bonne façon de saisir l'influence et le rôle de l'auteur dans la rédaction par rapport à la tradition.

Les comptes issus de cette sélection pourront alors être édités.

3.2. Édition selon des normes communes aux linguistes et aux historiens

Un corpus à visée interdisciplinaire se doit d'être constitué d'éditions répondant elles-mêmes aux exigences des différents spécialistes impliqués, contrairement à la situation que l'on observe généralement, où les uns et les autres éditent les sources en suivant leurs propres règles uniquement. Mais que prendre en considération dans les intérêts des uns et des autres ? Ce qui, au premier abord, peut sembler dénué d'intérêt pour l'un peut par la suite se révéler porteur de sens une fois les différents aspects et implications de cet élément bien compris. C'est donc à des allers et retours entre les disciplines qu'il faudra procéder pour pouvoir établir de façon définitive ces normes communes. Ainsi, la prise en compte des données prosopographiques, jugées peut-être inutiles dans un premier temps par le linguiste, pourrait lui donner accès à des informations sur l'origine et le parcours de l'auteur, données essentielles pour la langue ; les aspects codicologiques pourront quant à eux lui donner des indices sur de possibles liens entre plusieurs documents, liens qui peuvent eux aussi avoir des implications au niveau de la langue. Mais seul un travail en commun sur les mêmes documents permettra ce dialogue, indispensable à la mise au point définitive de ces normes ; quelques principes peuvent cependant déjà être retenus.

3.3. Principes d'édition

Comme pour les autres sources médiévales, l'éditeur de comptes est confronté à quelques difficultés : les majuscules et les minuscules ne se distinguent pas toujours aisément, il est parfois malaisé de savoir si deux mots sont effectivement séparés, etc. D'autres points sont plus spécifiques aux documents comptables, comme les blancs, plus ou moins grands, laissés entre deux paragraphes, ou les cas où la moitié supérieure de la page est laissée vierge : comment rendre dans l'édition

ces vides qui font cependant sens, puisqu'ils aident à repérer l'information ou la hiérarchisent ? Ces espaces ne peuvent être réduits, dans l'édition, à un saut de ligne car leur taille varie ; nous proposons donc de les rapprocher le plus possible de ce qu'ils sont dans le document, afin de donner à lire également la structure de celui-ci. D'autres principes seront appliqués : les passages raturés, grattés ou effacés volontairement seront restitués autant que possible, avec indication que le scribe ou le contrôleur les a corrigés ; ce sont des éléments importants pour l'histoire de ces textes. De la même façon, les différents niveaux d'écritures et mains (scribe, contrôleur et ses corrections ou commentaires) seront distingués. Mais l'édition des comptes pose aussi des questions liées à l'aspect matériel de ces documents : comment rendre les signes (croix, accolades), dessins ou schémas que l'on y trouve parfois ? De même pour les feuillets attachés par une épingle, les pièces justificatives glissées dans le registre ou les pages cousues en bas d'une autre parce que le scribe manquait de place. Ces particularités devront apparaître clairement dans l'édition.

Construite sur le modèle de celle qui a été proposée pour la *Queste del saint Graal* (<http://textometrie.risc.cnrs.fr/txm/>), l'édition électronique comprendra trois niveaux : un très proche du texte, le deuxième proposant le développement systématique des abréviations ainsi qu'une normalisation de certains points (majuscules, ponctuation, etc.), le troisième modernisant les graphies. Pour le premier niveau, l'édition maintiendra donc les chiffres romains, la ponctuation et respectera les changements de lignes ; les mentions interlinéaires seront transcrites de la même manière. Pour les abréviations, ce qui sera rétabli dans le deuxième niveau le sera en fonction de la forme complète la plus fréquente dans le document et figurera en italique ; les lectures douteuses seront indiquées. Une description très précise des aspects codicologiques du document devra également être réalisée, notamment de sa couverture, parfois constituée d'un parchemin de réemploi avec un texte religieux en latin, des notations musicales, etc.

3.4. Traitement informatique

Afin que des recherches systématiques puissent être effectuées sur des aspects très divers des documents, certaines données devront être établies pour chacun avec des possibilités de tri en fonction de ces

critères. Il s'agit de la cote du document, du format de la page et de sa nature (papier ou parchemin), des filigranes, vergeures et marges, de la période chronologique couverte, du nom de l'officier en charge de la gestion et de celui du scribe s'il est différent et précisé, de la zone couverte, de la présence d'annotations de contrôle et de leur date et, enfin, de tout ce qui peut sortir de l'ordinaire. Seront quant à eux balisés : les signatures et dessins, les différentes mains, les données chiffrées, les mesures et les monnaies, les types de recettes et dépenses, les dates, les noms de lieux et de personnes, le discours rapporté, les listes d'amendes et de contribuables, la ponctuation, le passage à une autre langue (latin), et surtout la syntaxe, selon des modalités qui restent à définir précisément ; c'est en effet grâce à ce balisage essentiellement que le degré de figement de la langue des comptes pourra être défini. Le traitement des données chiffrées devra quant à lui faire l'objet d'une réflexion approfondie avec les historiens de la comptabilité et les informaticiens.

Le logiciel ainsi créé devra également être capable de générer des listes de toutes les occurrences d'un anthroponyme ou d'un toponyme, de mettre en regard l'édition et la photographie numérique de la page ou encore de permettre des recherches tenant compte des problèmes de lecture signalés ; dans le texte, des liens devront aussi être créés avec les dictionnaires en ligne comme le *Dictionnaire du moyen français* (www.atilf.fr/dmf/), afin qu'en cliquant sur une forme l'utilisateur accède directement à la notice correspondante.

Conclusion

Entre l'établissement définitif des normes d'édition communes, l'édition des documents elle-même et la mise au point des outils électroniques pour leur étude, beaucoup reste donc à faire, et le C.D.C.M. ne devrait pas être consultable avant plusieurs années. Mais c'est sans doute le prix à payer pour offrir à la communauté scientifique un corpus original à la fois dans ses matériaux, ses perspectives et ses possibilités puisqu'il aura été conçu par, avec et à l'intention de chercheurs de plusieurs disciplines travaillant sur la même période.

Références bibliographiques

- GODEFROY F., 1881-1895, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du IX^e au XV^e siècle*, 8 vol., Paris, France, Vieweg.
- GODEFROY F., 1895-1902, *Complément au Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du IX^e au XV^e siècle*, 3 vol., Paris, Bouillon.
- LODGE R. A., 1981, « Les livres de comptes des consuls de Montferrand », *Revue de linguistique romane* 45, 323-340.
- LODGE R. A., 1985, *Le plus ancien registre de comptes des consuls de Montferrand en provençal auvergnat (1259-1272)*, Clermont-Ferrand, France, La française d'édition et d'imprimerie.
- LODGE R. A., 1997, « The Consular Records of Montferrand (Puy-de-Dôme) », in GREGORY S. & TROTTER D. (dir.), *De mot en mot : aspects of medieval linguistics. Essays in honour of William Rothwell*, Cardiff, University of Wales Press, 105-125.
- LODGE R. A., 2006, *Les comptes des consuls de Montferrand (1273-1319)*, Paris, École des chartes.
- LODGE R. A., 2009, « Le français et l'occitan en Auvergne au XIV^e siècle : l'exemple de Montferrand », in BARONIAN L. & MARTINEAU F. (dir.), *Le français d'un continent à l'autre : mélanges offerts à Yves Charles Morin*, Québec, Presses de l'université Laval, 269-289.
- LODGE R. A., 2010, *Les comptes des consuls de Montferrand (1346-1373)*, Paris, École des chartes.
- LOETZ F., 1998, « La petite délinquance du blasphème : jurons et jurements dans l'État de Zürich (v. 1450-1798) », in GARNOT B. (dir.), *La petite délinquance du Moyen Âge à l'époque contemporaine. Actes du colloque de Dijon (9-10 octobre 1997)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 417-430.
- MONSAINGEON M., 1999, *Anthroponymie de l'Auxois (Côte-d'Or) du XI^e au XVIII^e siècle*, thèse de doctorat non publiée, université de Bourgogne, Dijon.
- MONSAINGEON M., 2001, *Les noms de famille de l'Auxois (Côte-d'Or). Sens, localisation, variations*, s. l.

- MONSAINGEON M.,
2009, *Dijon au temps des ducs et des rois*, Ahuy, Dicolor groupe.
- MONSAINGEON M.,
2010, « Les registres d'imposition dijonnais de la fin du Moyen Âge », *Cahiers de la Société française d'onomatique* 2, 3-14.
- RAUZIER J.,
2009, *La Bourgogne au XIV^e siècle : fiscalité, population, économie*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon.
- TROTTER D.,
2003, « Godefroy et les archives : des attestations trompeuses ? », in DUVAL F. (dir.), *Frédéric Godefroy. Actes du X^e colloque international sur le moyen français*, Paris, École des chartes, 175-190.
- VEYSSEYRE G.,
2003, « L'atelier du lexicographe : les méthodes de Godefroy », in DUVAL F. (dir.), *Frédéric Godefroy. Actes du X^e colloque international sur le moyen français*, Paris, École des chartes, 77-92.
- WIRTH-JAILLARD A.,
à paraître a, « Corpus de français médiéval et documents non littéraires : les registres de comptes », in GUILLOT C. (dir.), *Actes du colloque DIACHRO-V*, « Le français en diachronie » (E.N.S. de Lyon, 20-22 octobre 2010), Berne, Peter Lang.
- WIRTH-JAILLARD A.,
à paraître b, « Des sources médiévales méconnues des linguistes, les documents comptables », in *Actes du XXVI^e Congrès international de linguistique et de philologie romanes* (Universitat de València, 6-11 septembre 2010), Berlin, Walter De Gruyter.
- WIRTH-JAILLARD A.,
à paraître c, « De Estienne Husson pour ce qu'il dit a Janon Morelot : "un filz de bastarde ne me puet valoir !" : représentation de l'oral dans les documents comptables médiévaux », in LAGORGETTE D. & LARRIVÉE P. (dir.), *Actes du colloque « Représentations du sens linguistique V »* (Chambéry, 25-27 mai 2011), Chambéry, Éditions de l'université de Savoie.
- WIRTH-JAILLARD A.,
à paraître d, « La rhétorique des documents comptables médiévaux : réflexions à partir des comptes du receveur de Châtel-sur-Moselle (1429-1510) », *Comptabilité(s). Revue d'histoire des comptabilités* 5.